

A méditer Monsieur Macron
puisque les feux sont aux ronds
points : « Petite étincelle en-
gendre grand feu » et « il ne faut
pas jeter de l'huile sur le feu »

N° 18 MARS 2019

EDITORIAL

SOMMAIRE

- Editorial
- Monsieur le Président
- Lettre ouverte à Mon-
sieur le Président....
- Invitation réunion

URSEN CGT

Section des Retraités
Raymond Baroux J. Delétraz
8 rue colonel Rémy
14000 CAEN

TRESORIER DES SDEN

SDEN CGT CALVADOS
Laurent Forestier
6 Impasse du Londel
14480 Le Fresne Camilly

SDEN CGT MANCHE

Isabelle Leroy
4 Le Clos Samson
50470 Tollevast

SDEN CGT ORNE

Gaëlle Dhaille
La Contrie
61500 Aunay les Bois

2019 : UNE BONNE ANNEE ?

Tout d'abord ce journal arrivant bien après janvier, nous espérons qu'il n'est pas trop tard (!) pour souhaiter à vous, votre famille et vos proches une année 2019 de santé et de joie.

Dans le cadre de la situation sociale actuelle et sans être trop devin, nous pensons qu'elle sera aussi une année de luttes, et pour nous, espérons le, une année de victoires.

Le mouvement des « gilets jaunes », qu'on le veuille ou non nous interpelle. Même si, sur certains points ou pratiques qu'il met en avant, nous avons l'obligation de mettre de grandes réserves, il n'en est pas moins vrai que ces actions ont impacté le paysage social français et posé des interrogations sur la lutte, sa forme et sa mobilisation importante. En tout état de cause une réalité : c'est la forme d'expression d'un « mal être français » exprimé par un grand nombre. Il n'est pas dans notre propos d'analyser la situation actuelle. Toutefois, si l'on s'en tient à un point de vue strictement historique, il est tentant d'assimiler ce réveil populaire à une « jacquerie », voire aux révolutions de 1789 ou de 1848 qui avaient le point commun de la lutte contre la vie chère, les impôts et taxes de l'époque. L'analyse historique le dira. A contrario cette situation ne peut s'assimiler aux grèves de mai 68 pour deux raisons principales : les syndicats, dont la CGT, ont été les porteurs de ces revendications parties des lieux de travail ou de conflits c'est-à-dire le milieu étudiant. Le mouvement s'est construit, s'est affermi dans l'action de chaque entreprise, le pourcentage des arrêts de travail dans les PME et cela a été un élément très important lors des négociations de Grenelle. L'autre raison est que la lutte a été menée d'abord contre le patronat, le gouvernement ayant fortement soutenu celui-ci, s'en est trouvé impacté.

Aujourd'hui même s'il est responsable des bas salaires, le MEDEF n'est jamais mis en cause.

Ces différences qu'on le veuille ou non ne permettent pas de faire un parallèle entre mai 68 et les « gilets jaunes ». Pour le premier mouvement, c'était l'affrontement de forces vives de la nation contre un capitalisme qui n'a qu'un souci, accroître ses richesses quoi qu'il advienne.

Ces différences ne condamnent pas ce mouvement, la nécessité de mettre en avant les revendications sociales urgentes que ce soient sur les salaires, les retraites, la protection sociale, nécessitent une mobilisation de tous : retraités de l'Éducation Nationale nous y avons toute notre place.

JPD/JD

Monsieur le Président,

Je vous fais une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps...Certes le sujet d'aujourd'hui n'est pas celui évoqué en son temps par Boris Vian..... Quoique.

En premier lieu, vous organisez un débat où le citoyen que je suis n'a pas le loisir de vous interpellé sur les sujets de son choix. Ce débat est donc biaisé dès le départ.

Ensuite, c'est à l'initiative d'une équipe présidentielle et gouvernementale constituée par des hommes et des femmes de conviction ? Mais puis-je avoir confiance quand un certain nombre d'entre eux ont bien vite quitté leurs partis d'origine...sont-ce vraiment là des gens de conviction ? J'en doute quand l'un d'entre eux au moins a une participation à je ne sais plus combien d'organisations politiques à son actif. (Pour moi à son passif !). J'en suis vert.

Puis, j'en suis toujours à me demander si les représentants de la Nation, dont vous faites évidemment partie, sont élus pour subvenir aux besoins légitimes du Peuple, des citoyens, en un mot de l'humain, c'est-à-dire donner aux hommes du bien être social, ce qui était la noble ambition des gouvernants issus de la Résistance ou pour accompagner, si ce n'est devancer les désirs des plus riches, du patronat, de la finance ?

Oui, je me pose beaucoup de questions à votre sujet. L'économie libérale dont vous êtes le champion démontre tous les jours qu'elle échoue malgré les politiques d'austérité que vous menez. Les peuples par contre en subissent les conséquences. Les baisses de « charges » et les cadeaux aux entreprises ont-ils fait diminuer le chômage ? Non ! Et cela depuis au moins.....Raymond Barre ! Par contre ce chômage arrange bien le MEDEF et le patronat : chantage à l'emploi, aux salaires etc.... Et d'ailleurs, on entendait beaucoup Parisot et Gattaz ... entendons nous le nouveau responsable du Medef ? On ne sait même pas comment il s'appelle ! Il n'a pas besoin d'intervenir puisque vous devancez ses désirs.

Sommes nous un pays riche, oui ou non ? Alors pourquoi ce manque de médecins généralistes, de spécialistes, ce manque de places à l'Université ? Pourquoi ce manque de crèches ? de maisons de retraites ? Pourquoi la fermeture des maternités, des bureaux de poste, des écoles...? Pourquoi ces mesures qui rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres ?

Vous pouvez soit disant mesurer le pouvoir d'achat des salariés. J'aimerais pouvoir en rire si ce n'était pas aussi triste !

Un exemple : les cotisations salariales. Vous les diminuez, mais c'est une vraie arnaque ! Le salaire du salarié c'est son salaire brut (Le patronat en sera d'accord). Une partie de ce salaire n'est pas versée au salarié mais directement à l'URSSAF. Si l'on avait le même système qu'en Suisse il y a quelques années, le salarié percevrait son salaire brut, à charge pour lui de s'assurer ou non. Donc, lorsque vous baissez les cotisations salariales, vous « piquez » une partie du salaire et vous diminuez les recettes de la Sécurité Sociale (*Ce que vous faites déjà depuis longtemps en exonérant les entreprises de certaines cotisations sans contrepartie*). Cela vous permettra plus tard de dire que le modèle social français ne fonctionne plus. Vous pourrez donc le réduire à sa plus simple expression, si vous n'osez pas le supprimer.

On pourrait multiplier les exemples de votre mauvaise foi en répandant et en faisant répandre de fausses informations par des « experts économistes » sortis dont ne sait où. Ces informations vont toutes dans le sens d'une économie libérale, servant la finance et non les peuples. La dette et la dépense publique par exemple : vastes arnaques médiatiques. Il est idiot, mais politiquement habile, de faire croire au peuple que le budget de la Nation ou de l'État se gère comme un budget familial. Prendre en compte la dette sans comparer avec le patrimoine est absurde. (Le ménage qui fait un emprunt pour acheter une maison a certes une dette, mais aussi une maison en contrepartie). Et comparer la dette au PIB n'est pas plus intelligent puisque le PIB est la richesse produite. Et la dépense publique ? Cette dépense publique ne sert elle pas à financer l'éducation, les hôpitaux, la police, la justice, les retraites, l'assurance chômage ?

Vous n'êtes pas à une contradiction près. Davantage de démocratie ? Se rapprocher des citoyens ? Certainement en diminuant le nombre de députés et de sénateurs. Avec des circonscriptions plus vastes le nouveau député sera sans doute plus près des citoyens ? De qui se moque-t-on ?

Pour revenir à Boris Vian, rappelez-vous la fin de la chanson : « Prévenez vos gendarmes que je n'aurai pas d'arme et qu'ils pourront tirer ». Je pose la question : avec des flash ball et autres ? Rappelez - vous également la première version : « Prévenez vos gendarmes que j'aurai une arme et que je sais tirer ».

Si les violences d'où qu'elles viennent ne vous interpellent pas, continuez à ne pas écouter les citoyens de ce pays.

JEAN DELÉTRAZ
Retraités CGT Educ'action Caen

Lettre ouverte à

Monsieur le Président de la République Française

Vous souhaitez « sans pression », ouvrir un grand débat citoyen dans le pays.

L'initiative est louable, car il vous faut connaître dès à présent les problèmes que vit la population dans le pays. Démocratiquement vous avez été élu puis les pouvoirs vous ont été confiés pour une mandature de cinq années.

Certainement, comme moi, vous avez fréquenté les bancs de l'école, et appris ce que signifie le mot

DEMOCRATIE

Dans mon école : publique, gratuite et laïque de notre république, ce qui fait déjà une grande différence avec votre vécu, mes maîtres nous enseignaient cette définition de la démocratie :

« Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple »

« Que le bonheur ce n'était pas d'aller au ciel un jour, mais de le conquérir dès maintenant »

« Bien d'autres notions aussi prônant le partage, le bien commun, nos droits, nos obligations.... »

Si vos débats organisés, sont tronqués et interprétés de façon à ce que rien ne change en profondeur, sachez que vous conserverez l'étiquette de Président des riches.

Parfois certains n'hésitent pas à vous appeler le Kennedy de la politique française.

Mais avec vous, les mafias de l'économie peuvent dormir tranquilles pour le moment.

La colère gronde.... Monsieur le Président !

Syndiqué depuis plus de 45 ans, j'ai aussi des réflexions à apporter aux débats :

- Travaillons nous pour gagner notre vie ou pour gagner de l'argent ?
- Que doit on faire avec l'argent gagné ?
- Que doit être l'assiette de recouvrement d'un impôt juste ?
- Pourquoi, en ne payant pas ses impôts au pays, est-il facile d'obtenir sa carte d'électeur et le droit d'être candidat aux diverses élections, tout en continuant à appauvrir les ressources de l'État ?
- Quel salaire minimum de croissance faut-il pour vivre décemment ?
- Ne faut-il pas, ne plus associer social/ caritatif/ mendicité ?
- Ne pourrait-on pas avoir un État protecteur qui redonne de la dignité aux déshérités ?
- Ne pourrait-on pas rétablir une feuille de paie avec les charges patronales dues ?
- Ne savez-vous pas que le salaire socialisé est un droit différé prévu par le législateur pour être redistribué au moment de la retraite ?
- Redonner un sens à la couverture sociale, ne plus la confier aux banques et revoir la notion de l'expression « mutuelle » ne seraient-ils pas de bons objectifs ?

Pour finir, Monsieur le Président, avez-vous le pouvoir d'influer sur l'élévation du coût de la vie ?

Alors qu'attendez- vous ?

Encadrez les prix sur les produits de première nécessité, étudiez à la baisse cet impôt injuste qu'est la TVA, ayez une politique offensive sur le coût du logement, revoyez l'application de la CSG, et pensez aux pensions de réversions.....

Le chantier est vaste

La voie de la politique libérale que vous avez empruntée à vos prédécesseurs, n'est plus souhaitable aujourd'hui.

Notre pays, avec les hommes et les femmes qui le composent ont écrit l'histoire de Droits de l'Homme.

Qu'ils soient jeunes, vieux, femmes, hommes puissants ou misérables, dorénavant ils vous attendent tous aux ronds points ! Prenez la bonne direction !

Philippe HANSE retraité de l'Éducation Nationale

